

Essai 3

LA SIGNIFICATION DES CRITÈRES DE LA DÉCISION ÉCONOMIQUE

*Les conditions structurelles
d'une politique du développement
de l'environnement et de la paix*

FRANZ J. HINKELAMMERT

AVANT-PROPOS

Les considérations suivantes porteront sur la politique combinée du développement, de l'environnement et de la paix. Elles se proposent de donner des connexions internes caractérisant cette politique une formulation reposant sur un élément qui, du point de vue des pays sous-développés, se montre chaque jour plus déterminant, et qui est le problème du chômage. Plus que dans les grands pays développés, le chômage est devenu le problème majeur de la politique économique des nations sous-développées. Le fait est que la paupérisation croissante chez ces dernières ne peut plus être comprise que comme une conséquence du chômage, et que la répression politique et policière tend là de plus en plus vers la simple suppression des multiples effets d'un phénomène aussi massif atteignant en de nombreux pays jusqu'à quarante pour cent de la force de travail. Du point de vue des nations sous-développées, le chômage apparaît, de façon croissante, comme la principale menace pesant sur le système capitaliste mondial, sans oublier pour autant qu'il est devenu ces dernières années le problème clé du capitalisme des grands pays développés.

Cela exerce une influence déterminante sur la nature des mouvements révolutionnaires propres aux pays sous-développés. Ils ne sont point principalement le fait d'un prolétariat organisé, mais plutôt de groupes sociaux exclus précisément de ce qui constitue le statut d'un prolétariat intégré et trouvant sa garantie dans des relations de travail durables à long terme. La dynamique révolutionnaire provient bien plutôt de groupes qui connaissent des relations de travail on ne peut plus précaires et sur la base desquelles il n'est pas possible d'assurer une existence humaine. Il n'est jusqu'au terme « chômage » qui ne

soit impropre, de ce qu'il présuppose des relations de travail fondées principalement sur la durée. Il se trouve que tel n'est pas le cas pour la majorité de la population des pays sous-développés.

Le fait qu'un semblable sous-prolétariat en soit venu à constituer un nouveau groupe dynamique est particulièrement patent en Amérique centrale, où nous voyons, avec la révolution sandiniste du Nicaragua, le sous-prolétariat prendre l'initiative, le prolétariat proprement dit en restant à une participation de nature beaucoup plus sporadique. Il se passe aujourd'hui quelque chose de semblable avec le Salvador et le Guatemala.

De telles transformations à la base n'ont pas manqué d'affecter les expressions idéologiques de ces mouvements révolutionnaires. C'est ainsi que le droit à la vie devient de plus en plus le critère déterminant, l'exigence fondamentale en vertu de quoi la société actuelle peut passer pour une société qui condamne à mort la majorité de ses membres. Le droit à la vie implique naturellement le droit de se défendre face à l'arbitraire policier comme à celui de l'appareil d'État, mais il est surtout entendu comme le droit de vivre dans une société où chacun puisse trouver à satisfaire ses besoins primordiaux moyennant la garantie du travail. Il va de soi qu'une telle expression du droit de vivre est incompatible avec la société bourgeoise capitaliste et qu'elle tend par conséquent à justifier l'existence de mouvements socialistes révolutionnaires. Il y est inscrit de toute façon, et dans le principe, une exigence radicale de réformes visant moins à la nationalisation des moyens de production que, bien plutôt, à une planification économique en mesure d'assurer le droit à la vie, par opposition à un marché considéré comme une menace pour la vie humaine.

Il répond au droit à la vie ainsi entendu une certaine conception de la liberté, selon laquelle ce sont les possibilités matérielles de l'existence des hommes qui conditionnent l'avènement d'une société libre, qui en constituent précisément la base matérielle, et faute de quoi il n'est point de liberté possible.

Principalement en Amérique centrale certes, mais également dans toute l'Amérique latine, où la tradition chrétienne est si forte, une exaltation aussi exceptionnelle du droit à la vie a trouvé à s'exprimer sous une forme typiquement religieuse. L'interprétation traditionnelle du christianisme en Amérique latine glorifie la mort, ainsi qu'on peut tout particulièrement le constater dans l'enthousiasme avec lequel la piété populaire y célèbre la semaine sainte et le vendredi saint. En nulle autre région du monde le christianisme n'a été de façon aussi exclusive qu'en Amérique latine compris comme une religion de la Croix. La célébration de la semaine sainte, qui est devenue le centre de la piété religieuse, s'achève avec le vendredi saint, le dimanche de Pâques n'y jouant par suite presque aucun rôle. Dans la mesure où il apparaît des mouvements populaires en lutte pour une nouvelle société

fondée sur le droit à la vie pour tous, il se produit une transformation interne de cet aspect central de la piété populaire. Au cours des années 60, la résurrection est de plus en plus perçue comme constituant le centre même de la religion chrétienne, au point que la célébration de la semaine sainte s'en trouve modifiée. Tandis que dans l'idéologie politique des mouvements populaires, l'alternative *vie ou mort* passe au premier plan, on voit dans la moelle de la piété populaire paraître la même alternative, mais sous la forme cette fois de *résurrection et crucifixion*. La résurrection devient une victoire sur la Croix, la vie une victoire sur la mort, et la nouvelle société, avec le droit à la vie comme base matérielle, une anticipation de la nouvelle terre, en quoi a toujours consisté, dans la tradition chrétienne, le fond de l'espérance de résurrection.

L'analyse qui suit a pour propos de montrer dans quel sens la notion du droit à la vie représente un élément décisif dans la discussion des conditions structurelles d'une politique du développement, de l'environnement et de la paix.

LA SIGNIFICATION DES CRITÈRES DE LA DÉCISION ÉCONOMIQUE

La politique du développement, de l'environnement et de la paix présuppose des actions concrètes allant précisément dans le sens d'une telle politique. Nous voulons parler d'une activité qui ne saurait s'orienter que d'après des critères de décision. Ces critères ont trait, d'un côté, à tout ce qu'il convient de faire en faveur du développement, de l'environnement et de la paix. Mais encore, d'un autre côté, ces mêmes critères commandent les diverses mesures à prendre dans ce sens. Ces mesures possibles ne dépendent pas seulement des dispositions subjectives en lesquelles nous sommes ou de l'ensemble des moyens à notre disposition. Au-delà de cette disposition tant subjective qu'objective, il faut tenir compte du système de décision, entendons du système de coordination de la division sociale du travail dans le cadre duquel soit réalisable une politique effectivement en mesure d'assurer le développement, la protection de l'environnement et la paix. Nous pouvons et nous devons, en ce sens, concevoir les relations de production capitalistes et socialistes comme des systèmes de coordination de la division sociale du travail à l'intérieur desquels seulement il est possible d'atteindre certains objectifs déterminés, à l'exclusion, toutefois, de ceux dont la réalisation entrerait tout simplement en conflit avec l'existence même du système de coordination considéré et, par suite, avec les rapports de production correspondants. Les procédures de la décision sont étroitement fonction des systèmes de coordination de la division sociale du travail, des rapports sociaux de production inhérents à la division sociale du travail, de ces rapports

de production en tant que tels et du régime de la propriété. Elles représentent les critères formels de toutes les activités possibles au sein d'un système donné, le propre de leur formalisme étant d'interdire la réalisation de toute fin concrète qui ne serait point inscriptible dans le cadre du système de décision établi.

Ces systèmes de coordination de la division sociale du travail sont élaborés sur la base de critères de décision de caractère formel institutionnalisés en système de coordination. C'est de la sorte que le système de coordination propre aux rapports de production capitalistes a pour base le critère du profit, entendu comme critère formel de la décision. Ce critère n'est pas nécessairement orienté vers la maximalisation absolue des profits. Il est tourné vers le profit en ce sens que nulle activité, de quelque nature qu'elle soit, et quelque fin qu'elle poursuive, ne peut se produire en dehors de l'espérance d'un minimum de profit qui lui soit lié. D'où cette question toute simple de savoir en quelle mesure une telle canalisation de l'activité par le profit peut influencer sur les fins propres d'une activité ainsi conditionnée, et en quelle mesure certaines fins ne se trouvent point de ce fait écartées.

Le critère du profit n'est pas le seul critère formel de décision sur la base duquel établir le système de coordination de la division sociale du travail. Le critère formel contraire à celui du profit, toujours dans le domaine de la décision, est le critère de la croissance, qui peut également revêtir la forme d'une maximalisation absolue de la croissance, sans qu'il en soit nécessairement ainsi. Alors que le critère du profit considère le résultat quantitatif des gains de l'entreprise, le critère de la croissance envisage le résultat quantitatif de l'économie dans son ensemble. Ce critère n'est pas moins formel que le critère du profit et, de même que celui-ci, il n'est susceptible de s'exprimer qu'en termes de monnaie et de prix. Pour être plus précis, disons qu'aux rapports de production socialistes répond un système de coordination fondé sur ce critère formel de la croissance économique. Les critères formels du profit comme de la croissance peuvent servir à définir, sous l'aspect d'une polarisation, les systèmes de coordination correspondant aux rapports de production capitalistes ou socialistes.

Cela revient à poser qu'un système de coordination orienté selon le critère du profit produit des processus déterminés de croissance, tandis qu'un système de coordination orienté selon un critère de croissance est tenu de prendre en compte la rentabilité de ses entreprises. Notre problème reste toutefois le suivant : en quelle mesure les objectifs politiques sont-ils conditionnés par tel système de coordination en vigueur et en quelle mesure ces divers systèmes de coordination sont-ils compatibles, animent-ils ou interdisent-ils une politique efficace du développement, de l'environnement et de la paix ?

LE PROFIT COMME CRITÈRE DE DÉCISION
ET SES CONSÉQUENCES POUR UNE POLITIQUE DU DÉVELOPPEMENT,
DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA PAIX

La théorie et l'idéologie bourgeoises sont pour ainsi dire exclusivement orientées, de nos jours, vers la justification du système de coordination de la division sociale du travail fondé sur le critère du profit. Le problème n'y est pas directement posé d'un éventuel conflit entre les objectifs politiques ou économiques poursuivis et l'existence du système de coordination en question. Néanmoins, il est de notre propos de poser la question suivante : jusqu'à quel point les objectifs de la politique du développement, de l'environnement et de la paix, telle qu'elle découle de la nécessité de la survie de l'humanité et de chacun des êtres humains qui la composent, sont-ils compatibles avec l'existence d'un système de coordination capitaliste de la division sociale du travail orienté conformément au critère du profit ? Pour peu qu'ils ne le soient pas, il s'ensuivrait un conflit entre l'existence de la société bourgeoise et la survie de l'humanité.

Bien qu'il ne soit jamais fait ouvertement mention de ce conflit dans les théories bourgeoises, celles-ci n'en sont pas moins tout imprégnées de sa possibilité. Sans jamais faire état d'une telle éventualité, leur préoccupation constante est d'établir que le système de coordination propre aux sociétés bourgeoises n'exclut pas la poursuite d'objectifs déterminés. Et elles permettent d'insister par là sur son caractère absolument universel. Le conflit en question se fait ainsi, dans la théorie bourgeoise, présent par son absence.

Il est capital, pour la discussion, de faire fond sur le critère du profit comme proprement constitutif d'un système de coordination de la division sociale du travail, et non point simplement sur le volume des profits. Nous ne devons pas seulement considérer, touchant les conflits soulevés par une politique du développement, de l'environnement et de la paix, les profits élevés réalisés par certains milieux industriels, qu'il s'agisse, pour la politique du développement, des profits obtenus par les capitaux étrangers dans les pays du tiers-monde ou, pour la politique de l'environnement, des profits qu'en a tirés l'industrie atomique ou chimique, ou encore, pour la politique de la paix, de ceux dont a bénéficié l'industrie de l'armement. Disons que, pour le moins, ce n'est point de tels profits en eux-mêmes qu'il est seulement question, mais de l'existence d'un système de coordination reposant sur le critère formel de l'existence de profits.

Nous ne pouvons maintenant envisager une discussion de cette problématique du système capitaliste de la coordination de la division sociale du travail qu'à la condition de faire intervenir un élément dont il n'a pas été fait état jusqu'alors. Nous voulons parler de la crise économique mondiale actuelle comme preuve de l'incapacité du système capitaliste à assurer le plein emploi ainsi qu'une convenable

distribution des revenus. Pris sous l'angle du système de coordination, il appert que le système capitaliste n'est pas en mesure de se donner des objectifs tels que le plein emploi ou une distribution des revenus assurant la satisfaction des besoins élémentaires.

Il peut se donner de tels objectifs en paroles, non en fait. Face aux exigences que cela suppose, il se montre d'une parfaite rigidité. Le système capitaliste a bien sa propre flexibilité, toute d'un seul côté, dans sa capacité à fournir tel ou tel produit ou à recourir à telle ou telle technologie, mais pour l'emploi et la distribution des revenus, nous avons affaire au système le moins souple qui a jamais existé. Si nous devons par conséquent mesurer la rationalité d'un système économique en fonction de ces critères, le système capitaliste se trouve être également le système le plus irrationnel et le plus destructeur qui fut jamais.

Les théories économiques bourgeoises rendent partiellement compte d'une telle rigidité. Mais elles en évitent la discussion. Le néo-libéralisme actuel présente alors le chômage comme la conséquence d'une excessive élévation des salaires, et la paupérisation comme l'effet d'une politique de redistribution des revenus. Niant toutes les évidences de fait, on en revient à donner le marché comme le lieu idéal de la réalisation des finalités humaines. L'idéologie du marché total reprend de plus belle : le marché peut tout, mais on ne le laisse pas libre. Si on laissait le marché aller de lui-même, tous ces problèmes n'existeraient pas. Précisément, face au chômage et à la paupérisation, il n'y a qu'une doctrine : encore plus de marché. Une fois adopté le point de vue selon lequel tous ces problèmes qui sont nés du marché ne peuvent trouver de solution que dans le marché total, il s'opère un changement radical dans la façon de percevoir la politique du développement, de l'environnement et de la paix. Ce sont ces questions mêmes qui sont alors dénoncées comme venant compromettre notre propre aptitude à résoudre nos problèmes. On dénonce dans la politique de l'emploi et l'action des syndicats la cause même du chômage, dans les mouvements pacifistes un obstacle à la paix, dans la protection de l'environnement la cause des dangers dont il est menacé, et dans la politique du développement ce qui en constitue justement le principal obstacle. Forte de cette transformation pseudo-dialectique, l'idéologie néo-libérale se fait souvent persuasive au-delà même des milieux proprement bourgeois. Cette puissance de persuasion se montre d'autant plus influente, précisément en période de crise économique ouverte, qu'elle parvient à occulter les éventuelles solutions socialistes.

Il ne s'agit apparemment pas d'un conflit entre travail et capital, mais entre le marché comme système de coordination de la division sociale du travail d'une part, et les perturbateurs, les utopistes, les tenants du chaos, les subversifs, etc., de l'autre. Ainsi le conflit en sort-il transformé de telle sorte qu'il peut aller jusqu'à entraîner la

classe ouvrière même vers le néo-libéralisme : d'un côté, les ouvriers, d'un autre, les mouvements sociaux favorables à une nouvelle politique du développement, de l'environnement et de la paix. Telle est du moins, pour ce qui est de l'idéologie, l'intention.

Le propos que nourrit cette idéologie bourgeoise est de changer le désespoir dû à la perte de l'emploi en hostilité à l'encontre des mouvements qui luttent en faveur du développement, de la protection de l'environnement et de la paix. C'est cet arrière-plan qui permet d'expliquer pourquoi les initiatives prises contre la production d'armement, l'énergie atomique ou la destruction des forêts deviennent apparemment un danger pour la sécurité de l'emploi, avec cette conséquence que se soucier de l'emploi est aller dans le même sens que la production d'armement, la destruction de l'environnement ou l'activité sans bornes du capital international dans les pays du tiers-monde. Les conflits relatifs au chômage n'apparaissent plus comme procédant du système capitaliste de la coordination de la division sociale du travail, mais comme opposant, d'un côté, les travailleurs, de l'autre, les mouvements en lutte pour le développement, la protection de l'environnement et la paix. Alors qu'en réalité le chômage est précisément l'indice par excellence de l'échec du système de coordination capitaliste, l'idéologie bourgeoise en fait le ressort même de l'hostilité envers ces divers mouvements.

Quoi qu'il en soit, c'est une idéologie qui fait reposer toute son efficacité sur la transformation de la foi envers le marché en une sorte de bon sens, si bien que la possibilité même d'une alternative socialiste se trouve *a priori* exclue. Cela enveloppe la croyance que c'est l'absence de marché qui est la cause du chômage, et non pas le système de coordination fondé sur le marché. La discussion idéologique tourne ainsi très précisément autour de ce point, qui s'avère donc décisif quant aux possibilités d'une politique du développement, de l'environnement et de la paix. Une telle politique ne peut alors, en toute rigueur, que se fonder sur une politique de l'emploi, si elle prétend atteindre à ses fins. Ce serait là toutefois une politique de l'emploi qui prendrait précisément appui sur le changement du système de coordination de la division sociale du travail et qui nous libérerait des chaînes du marché comme de l'adoration aveugle de la croissance économique.

À chercher la solution du problème de l'emploi dans l'expansion illimitée du marché, on en viendra nécessairement à aligner l'augmentation de l'emploi sur l'augmentation de la croissance économique. On dira « plus de marché égale plus de croissance, plus de croissance égale plus d'emploi », et l'on pourra alors mobiliser les travailleurs au nom de la croissance économique, allant à l'encontre de leurs intérêts propres, c'est-à-dire à l'encontre du développement, de l'environnement et de la paix.

LE TAUX DE CROISSANCE COMME CRITÈRE FORMEL DE LA DÉCISION
LA CONCURRENCE DES SYSTÈMES SOCIAUX

Comme nous l'avons déjà dit, le système de coordination de la division sociale du travail dans les sociétés capitalistes repose sur le critère du profit. Les taux de croissance économique que connaissent ces sociétés n'y jouent pourtant pas le rôle de critères formels de la décision. Si une économie capitaliste désire augmenter ses taux de croissance, elle n'y peut parvenir qu'en agissant sur les revenus dans l'espérance d'un retentissement équivalent sur les taux de croissance. Il n'existe nulle relation directe avec le taux de croissance, car il y faudrait une planification économique incompatible avec l'économie capitaliste. S'il est demandé des taux élevés de croissance dans une économie capitaliste, ce n'est que par euphémisme, pour désigner des gains élevés et revendiquer une exigence de marché total. Penser pouvoir résoudre avec de tels taux le problème de l'emploi est une variante de cette croyance selon laquelle il n'est en la matière de solution que dans le marché total.

La solution ne dépend en fait ni du volume de l'investissement ni du taux de la croissance. L'emploi dépend des rapports sociaux de production et, par conséquent, du système de coordination de la division sociale du travail. Un système capitaliste de la coordination est hors d'état d'assurer une situation de plein emploi. Le volume de l'investissement et le taux de croissance – ou de façon générale, la maîtrise des moyens de production – déterminent, non pas l'emploi, mais la productivité moyenne du travail et, de la sorte, son revenu moyen. Si l'on prétend assurer l'emploi, la chose ne peut exclusivement se faire que par la création d'un système de coordination de la division sociale du travail dans laquelle le plein emploi représente un objectif réalisable.

Il est apparu dans les pays socialistes – sur la base de nouveaux rapports de production – des systèmes de coordination de la division sociale du travail qui se sont révélés être d'une plus grande souplesse, touchant l'emploi et la distribution des revenus, que ceux des sociétés capitalistes. Les systèmes socialistes de coordination ont montré leur efficacité quant à la politique de l'emploi. Il s'agit de systèmes de coordination établis sur la base du taux de croissance considéré comme critère formel de décision, ce qui sous-entend un régime de planification économique globale. L'emploi et la distribution des revenus se trouvent ainsi faire directement l'objet de la décision économique, au lieu de n'être que la conséquence directe de décisions orientées par le profit. Toutefois, ce n'est pas, là non plus, l'emploi, mais le taux de croissance, qui est pris directement comme critère formel de décision. Cela n'empêche pourtant pas que l'orientation des décisions économiques par le critère formel du taux de croissance

permette que l'emploi et la distribution des revenus fassent l'objet d'une décision directe.

Pour faire comprendre le rôle du critère formel de croissance, nous pouvons recourir à l'exemple de ce qu'il est convenu d'appeler la croissance « zéro ». Si l'on prend le cas théorique d'une croissance « zéro », il peut être soutenu qu'une telle économie n'est concevable que dans une société où le système de coordination de la division sociale du travail obéit au critère formel de la croissance. Ce n'est que dans un système de coordination de ce type que la décision politique de maintenir une croissance « zéro » est imaginable. Un système de coordination capitaliste ne saurait en fait y prétendre, une telle décision ne relevant pas de l'ordre de ses capacités. Il décide des profits, non des taux de croissance. Il peut connaître jusqu'à une croissance négative ou une absence de croissance, mais il ne saurait ordonner l'économie en vue d'une croissance « zéro ». Que dans une économie capitaliste il ne se produise aucune croissance, c'est incontestablement un signe de crise, et donc une catastrophe. Une croissance « zéro » présuppose le plein emploi, lequel présuppose à son tour un système de coordination apte à déterminer l'emploi indépendamment des taux de croissance et de profit.

Avec l'avènement des pays socialistes naquit la compétition des systèmes sociaux, et les divers systèmes se devaient de reconnaître, pour le moins provisoirement, leur existence.

Sous sa forme pacifique, cette rivalité des systèmes devint finalement une compétition pour la croissance économique moyennant la maximalisation des taux de croissance. Cela vaut particulièrement pour les pays socialistes qui entamèrent leur accès au socialisme à partir d'une situation de sous-emploi. Les concepts mêmes de croissance économique et de taux de croissance apparurent pour la première fois en Union soviétique dans les années 20, et devaient être par la suite adoptés par les sociétés capitalistes. De simple transmission et passage aux pays capitalistes, cela devait devenir plus tard la devise de la politique de ces derniers, où la maximalisation de la croissance fut saisie comme un problème de survie pour la société capitaliste elle-même.

Cette compétition entre les croissances s'effectue sur la base de systèmes de coordination obéissant, dans les pays socialistes, au critère formel du taux de croissance et, dans les pays capitalistes, à celui du profit. En tant que compétition opposant malgré tout des croissances, il advient souvent que les effets produits de part et d'autre ne sont pas sans analogie touchant la politique de la paix, de l'environnement et du développement.

La politique de la paix est intimement liée à la course aux armements. Il ne fait pas de doute non plus que la politique de l'armement est en liaison étroite avec le jeu concurrentiel des croissances. Même s'il ne s'agit point là, intrinsèquement, d'une concu-

rence dans l'ordre de l'armement, nous avons tout de même affaire à une compétitivité dont l'enjeu est l'autonomie de la capacité productive, laquelle ne manque jamais de devenir en fin de compte, elle aussi, une capacité productive d'armement. D'où suit que la compétitivité des croissances enferme en elle l'élément d'une menace qui en fait, pour le moins potentiellement, une course à l'armement. En tant que la compétitivité des croissances enveloppe également celle des systèmes sociaux, elle prend, de fait, tellement figure de course à l'armement qu'il n'est pratiquement plus possible de faire la différence. En charge d'une telle course, l'économie se voit tenue de croître. Course qui devient par ailleurs partie intégrante de la politique de croissance elle-même. Il en est ainsi précisément du fait que rien ne saurait dynamiser plus directement l'économie que la demande d'armement, parce que c'est la demande la plus directe qui soit de produits émanant des secteurs productifs technologiquement le plus dynamiques. La demande civile – demande « civilisée » – s'adresse de façon indirecte à ces secteurs de la production, qui sont bien plutôt producteurs de moyens de production, et non pas de biens finaux civils. Ce côté dynamisant de la demande d'armement ne peut se réduire à la seule recherche d'une fin lucrative pour l'industrie de l'armement. Cela permet d'expliquer pourquoi, jusque dans les pays socialistes, la compétitivité des croissances requiert, pour des raisons internes, une demande d'armement élevée.

La compétition en matière de croissance économique implique la maximalisation de la croissance. Ce qui soulève le problème de la destruction de l'environnement. Cela, parce que la politique de croissance, combinée à la course à l'armement, opère sur un laps de temps relativement court, qui se mesure en années et non en décennies. Sur un aussi bref délai, l'éventualité de la destruction de l'environnement jouerait plutôt en faveur de la croissance et, du même coup, de la politique d'armement, jusqu'à paraître finalement comme un facteur de puissance ; tandis qu'à l'inverse le refus d'attenter à l'environnement fait figure d'égoïsme ou de cécité face à la réalité. De fait, cependant, la compétition pour la croissance et la politique d'armement engagent manifestement un processus de longue durée, mais pour lequel les acteurs ne disposent que d'un laps de temps réduit. Ainsi il est là donné lieu à un processus à long terme de destruction de l'environnement, à l'encontre de quoi il relève de la logique compétitive de n'admettre aucune résistance.

Pour cette raison, une éventuelle résistance à la destruction de l'environnement ne peut être qu'une résistance en même temps à cette logique de la compétition des croissances.

Ce lien qui réside entre la destruction de l'environnement et la course à l'armement, dans la compétition pour la croissance entre les systèmes, aboutit finalement à la tendance que nous connaissons actuellement : la relation existant entre les productions civile et

militaire fait l'objet d'un tel renversement que la compétition pour la croissance en vient à prendre inmanquablement appui sur la course à l'armement, la production civile devenant alors une sorte de coût indirect de la production d'armement. Ce n'est plus la production d'armement qui se situe aux limites de la production civile entendue comme la signification propre du processus productif, c'est la nécessité d'une production civile qui occupe cette position limite par rapport à la production d'armement, devenue le noyau véritable et le sens même de ce processus. Commence alors le carrousel de la mort, en quoi devait finir par consister de nos jours toute la politique de l'administration Reagan. Au lieu de produire pour vivre, on ne produit qu'en vue de poursuivre la course à l'armement.

Cette compétition pour la croissance entre les systèmes sociaux imprègne, il va de soi, toute la politique du développement, c'est-à-dire le monde entier. La participation à cette lutte concurrentielle des croissances et des politiques d'armement présuppose un niveau technologique élevé, qui fait défaut aux pays sous-développés et qu'ils n'atteindront pas avant longtemps. Il s'ensuit que les taux potentiels de croissance de ces derniers ne peuvent entrer en ligne de compte pour la compétition entre les croissances. Entrer en relation avec ces pays – ce qui est pratiquement le monopole des pays capitalistes – n'a d'importance que pour l'approvisionnement en matières premières ou le transit de productions industrielles intermédiaires permettant de tirer profit du faible niveau de vie qu'on y trouve. Spécialement depuis la dernière décennie, les pays sous-développés se voient chaque jour davantage réduits à cette seule fonction, qui fait que toute politique de leur part visant à une croissance économique propre leur est en fait interdite. Leur seul rôle est de fournir les ressources naturelles de première importance pour la croissance des puissances capitalistes centrales. Alors que l'idéologie du développement des années 50 et 60 était à l'industrialisation, elle passa dans les années 70 à l'anti-industrialisation pour s'orienter de plus en plus vers l'approvisionnement en matières premières de ces puissances. Ce qui ne fit qu'accélérer la montée du chômage et de la paupérisation dans le tiers-monde.

Par ailleurs, la concentration de la croissance économique et du développement technologique dans les seules grandes puissances conduit à la formation d'un modèle de civilisation prétendant de plus en plus revêtir un caractère universel. Ce modèle culturel repose sur des technologies dont on ne saurait envisager l'extension au monde entier, étant donné l'extrême rareté des ressources naturelles requises. La concentration de la croissance dans les pays développés conduit ces derniers à un type de civilisation où il va de soi qu'il y a lieu de poursuivre cette même croissance à leur seul profit. L'accès aux ressources naturelles de la planète figure désormais comme un acquis du modèle de civilisation dominante dans une petite partie de cette même planète. Vu la limitation de principe des ressources naturelles,

il est en effet impossible d'étendre au monde entier ce modèle dominant. En ce sens, c'est un modèle qui ne présente pas un caractère universel. Mais comme la politique du développement dominante s'oriente conformément au modèle de la civilisation dominante, on peut dire que cette dernière engage à des efforts de développement destinés à n'atteindre jamais leur but.

LA RÉOLUTION DES CONTRADICTIONS

Nous avons montré la corrélation existant entre la compétition des croissances, la politique de l'armement, la destruction de l'environnement et le sous-développement. La maximalisation de la croissance entraîne inévitablement avec elle la maximalisation de la capacité d'armement. Il s'ensuit qu'elle incite à la course à l'armement, laquelle devient pour sa part l'élément central de cette même maximalisation. La destruction de l'environnement se fait toujours au bénéfice de la croissance à court ou à moyen terme et est donc toujours avantageuse pour la production d'armement. Ainsi la maximalisation de la croissance tend-elle à la destruction de l'environnement, dût l'environnement, sans lui opposer effectivement d'obstacle à court ou moyen terme, en fixer néanmoins à long terme la limite. En même temps, la maximalisation de la croissance conduit à sa concentration en un petit nombre de régions bien déterminées du monde, aux yeux desquelles la croissance autonome des autres régions – qui se trouvent être les régions sous-développées – devient un obstacle à la maximalisation de croissance en cours chez elles. C'est la raison pour laquelle ces régions sous-développées sont appelées à devenir tendanciellement l'objet même sur quoi porte la maximalisation de croissance des régions développées, qui ne se livrent plus alors qu'entre elles-mêmes à la compétition des croissances. La conséquence en est que le modèle particulier de civilisation qu'on voit alors se former dans les grandes régions développées n'a aucune portée universelle.

De l'analyse de cette corrélation entre les politiques respectives du développement, de l'environnement et de la paix nous voyons ressortir – à condition de tenir compte, en arrière-plan, de la politique de l'emploi et de la distribution des revenus – la direction à suivre si nous voulons trouver une solution. À tout ce qu'il s'est fait de mesures partielles ou d'actions diverses en faveur de la paix, de la protection de l'environnement et du développement, il manque un cadre stratégique et, par conséquent, la perspective du réalisme, si cela ne doit pas conduire à une politique de croissance consciente d'elle-même. Ce qui veut dire que les pays développés se trouvent dans la nécessité de limiter leur propre croissance. Mais on ne peut pas non plus compter, si l'on est réaliste, sur une politique de limitation de la croissance sans assurer en même temps une politique de l'emploi et des revenus qui

soit indépendante de la maximalisation de la croissance. La possibilité d'une telle politique repose, donc, sur un préalable en vertu duquel le plein emploi et la distribution des revenus seront tenus pour tributaires du système de coordination de la division sociale du travail et des rapports sociaux de production.

C'est en ce sens que les mesures partielles prises par une politique du développement, de l'environnement et de la paix ont pour perspective une société dont le système de coordination et les rapports sociaux de production permettent de prendre des mesures efficaces pour la solution de semblables problèmes. On comprend qu'une politique de cette nature ait une perspective anticapitaliste, dans la mesure où une politique de croissance vraiment consciente s'avère impossible dans le cadre des rapports de production capitalistes. Il est aisé de voir qu'à la racine des problèmes se trouve le caractère capitaliste du système social, c'est-à-dire un système de coordination commandé par le critère du profit et ce qu'on appelle les lois du marché. Il faudra bien qu'un autre système vienne supplanter celui-ci et que son mode de coordination assure, sur la base des taux de croissance économique, l'autonomie de la décision ainsi que le plein emploi et une distribution satisfaisante des revenus qui soit indépendante des taux de croissance. Voilà qui ne saurait se faire sans une planification globale de l'économie.

Une telle planification ne peut être simplement indicative. La planification indicative respecte le critère du profit comme constitutif du système de coordination et doit donc se soumettre aux limites mêmes qui sont admises par le système. Ce doit être une planification d'obligation, telle qu'il soit inévitable d'y recourir dès lors que la nécessité du plein emploi l'exige. On n'y cherche pas à planifier le plus possible, mais dans la seule mesure du nécessaire. Quant au degré nécessaire de planification, il découle maintenant de l'exigence du plein emploi et d'une distribution satisfaisante des revenus. Il a pu ces derniers temps, sur cette base matérielle, être porté des estimations et pris des décisions en fonction d'autres objectifs, tels que la protection de l'environnement, l'industrialisation ou la limitation des armements. De telles politiques ont donc, pour base matérielle, non pas la croissance des forces productives, mais le chômage et une distribution satisfaisante des revenus. Ce n'est qu'à la condition d'atteindre ces objectifs qu'on peut donner la flexibilité réaliste comme la solution aux problèmes liés à la politique du développement, de l'environnement et de la paix.

Une planification globale présuppose également, il va de soi, un secteur public susceptible de s'y prêter. Il ne s'agit pas toutefois de disposer d'un secteur public autant qu'il est possible, mais autant qu'il est nécessaire. Le critère du nécessaire, en l'occurrence, découle une fois de plus de la double nécessité du plein emploi et d'une distribution satisfaisante des revenus tels que cette même planification est en

mesure de les garantir. Selon la possibilité plus ou moins grande d'assurer ce plein emploi et cette distribution des revenus, on peut avoir affaire, compte tenu de situations concrètes déterminées, à des degrés extrêmement variés de planification globale comme de propriété publique. Il est impossible de déterminer *a priori* à quel degré cela se montrera nécessaire. Bien entendu, telle planification globale ne présume pas automatiquement de la solution des contradictions à étudier. Mais il reste certain que nous avons là une condition nécessaire pour qu'une telle solution soit possible.

Encore que les problèmes que nous venons d'analyser se retrouvent dans les deux systèmes en compétition, l'approche d'une solution exige une transformation en profondeur, notamment de la part du système capitaliste, dans le sens d'une plus grande flexibilité relativement à la politique de l'emploi et de la distribution des revenus. Les pays socialistes sont de peu de secours pour cette solution, vu l'obligation où ils sont, pour des raisons élémentaires de sécurité, de relever le défi de la compétition des croissances.

Aucune des deux parties en présence ne peut abandonner la compétition sans tenir compte de l'autre. Mais pour que l'une ou l'autre puisse atténuer ce jeu concurrentiel ou y renoncer, il leur faut disposer de la possibilité de maîtriser de façon autonome l'emploi et la distribution des revenus, indépendamment d'une politique de maximalisation de la croissance. Il se trouve que c'est précisément le problème des pays capitalistes ; si bien que c'est seulement en commençant par ces derniers que peut être entamée la voie d'une solution.

L'IDÉE SOUS-JACENTE DE L'HOMME ET DE LA SOCIÉTÉ

L'analyse que nous venons de faire présuppose une certaine image de l'homme, conçu comme le sujet de droits concrets qui lui permettent de vivre. Cette image concrète des droits de l'homme est essentiellement tirée du travail humain entendu comme faisant corps avec la division sociale du travail. Elle octroie au sujet humain, en tant que travailleur, certains droits bien déterminés valant comme autant de droits de vivre -ses droits fondamentaux- et dont une société qui se veut réellement une société d'hommes libres est tenue de se pénétrer.

À la base de tous ces droits concrets se trouve le droit à la garantie du travail. De ce droit au travail découlent d'autres expressions du droit de vivre, qui sont notamment : premièrement, la satisfaction des besoins fondamentaux de l'homme dans le cadre des possibilités du revenu social. Il s'agit des éléments matériels nécessaires à la satisfaction des besoins humains considérés dans toute leur amplitude, y compris les besoins culturels et spirituels ; deuxièmement, la participation à la vie sociale et politique, dans le cadre d'une planification

globale assurant l'emploi et une distribution satisfaisante des revenus ; troisièmement, un ordre économique et social conçu de telle sorte qu'il permette de conserver à l'environnement son caractère de base naturelle de la vie humaine en général.

Ces droits fondamentaux sont en même temps des droits sociaux qui déterminent le cadre d'un ordre social. Entendons un ordre qui ne détruise point ses propres conditions matérielles d'existence, sans lesquelles nul ordre social ne serait en mesure de survivre. Ce sont les droits où se concrétise notre droit à la vie qui détermineront le champ d'exercice de l'ensemble des droits humains.

Si nous voulons donner un nom à ce qui doit ainsi socialement assurer le respect de ces droits, nous l'appellerons : socialisation des moyens de production. La socialisation doit alors être mesurée à l'aune de l'observation effective des droits que nous venons de mentionner, et non pas de la nationalisation des moyens de production ou de l'étendue de la planification. La socialisation des moyens de production consiste dans l'application des droits qui concrétisent le droit à la vie, et en vertu de quoi se détermine le degré même de l'appropriation publique des moyens de production et de la planification des processus économiques. Telle doit bien être la conception de la socialisation, si l'on entend éviter tout ce qui n'apporterait qu'une solution *a priori* à la détermination du système de la propriété et de la planification.

Au pôle opposé de la socialisation, nous avons l'exploitation. C'est ainsi que le concept d'exploitation se trouve alors comme tel précisément mis en rapport avec la socialisation des moyens de production.

Le concept d'exploitation ainsi obtenu est différent de celui que nous pourrions considérer, pour ainsi dire, comme orthodoxe. Le concept orthodoxe de l'exploitation oppose capital et travailleur pour faire dériver le degré de l'exploitation de la quotité de la plus-value en vigueur pour le capital. Un concept d'exploitation particulier de ce type ne peut se représenter le chômeur comme un individu exploité, puisque, le chômeur n'étant point producteur de valeur, il ne se trouve non plus personne pour lui soutirer de la plus-value. Avec la notion d'exploitation telle que nous l'entendons, nous disposons en revanche d'un concept opposant le capital mondial et l'humanité, l'accumulation du capital se faisant accumulation à l'échelle mondiale. Le capital comme sujet – ou quasi-sujet – de l'accumulation vit de l'exploitation de l'humanité. Mais il se trouve que ce capital n'a que partiellement besoin de l'humanité pour réaliser son accumulation. C'est toute une partie de l'humanité, de nos jours de plus en plus étendue, qui est superflue et qui se paupérise. Et c'est elle précisément qui connaît la pire des exploitations. L'exploitation, telle que l'entend à l'opposé la doctrine orthodoxe, ne représente jamais qu'une fraction de cette situation générale de l'exploitation de l'humanité entière par le capital.

Cette mainmise du capital sur l'humanité, l'état de servitude où il la tient réduite, voilà qui est au centre de toute l'idéologie bourgeoise.

La mise en avant des droits concrets sur lesquels assurer la vie conduit donc naturellement à la critique de l'idéologie bourgeoise. Cette dernière célèbre précisément dans le capital ou dans le marché le principe donateur de la vie. Partant de cette appropriation de l'humanité par le capital, dont nous venons de parler, et sans même s'enquérir de ce qui pourrait lui donner un fondement, elle en vient à constater que nul ne peut vivre finalement sans le capital. Toutes les sources de la vie étant au pouvoir du capital, nul ne peut accéder à la vie sans passer par lui. Plus total est le marché, plus il y a de capital et plus le capital apparaît comme donateur de vie. L'enseignement néo-libéral du marché total nous présente toutes choses comme venant de lui. C'est le capital qui donne le travail, qui assure le revenu, le développement, il ne saurait y avoir sans lui ni travail, ni revenu, ni développement. Le capital apparaît ainsi comme la source véritable de tout ce qui fait l'humanité, tout en représentant, de plus, la liberté. Là où le capital ne donne ni travail, ni revenu, ni développement, il y a tout bonnement insuffisance de capital. Il y a lieu d'aider alors à l'accumulation du capital, afin qu'il y ait vie. Plus il y a capital, plus il y a vie. Il n'est de vie que dans la dépendance du capital. L'homme a donc pour première obligation de garder la confiance du capital. Le capital qui perd confiance s'enfuit, et avec lui s'échappent les sources de la vie. C'est pour cela qu'il faut organiser l'économie en fonction du marché total, pour que le capital retrouve confiance et revienne. Du point de vue de cette idéologie bourgeoise, il y a précisément nécessité de maintenir et de renforcer la situation d'exploitation, si l'on veut que la vie soit garantie. C'est une idéologie que présentent aujourd'hui des esprits qui s'inspirent des vues néo-libérales telles qu'elles furent élaborées par l'école de Chicago.

Il nous faut opposer les droits concrets de la vie à l'illusion de cette idéologie de la vie, qui n'est autre en réalité qu'une idéologie de la mort. La logique du capital, c'est la mort, et la mystique du capital, une mystique de la mort. Derrière la logique du marché total se dessine cette même mystique de la mort qu'on trouvait précédemment derrière la logique de guerre totale des États fascistes. Il n'est d'affirmation de la vie qu'à la concevoir et à la vivre à partir de ce qui en constitue la base réelle : les droits précis où se concrétise le droit de vivre de tous les êtres humains.